

A woman wearing a purple headscarf and a patterned dress is walking on a red dirt path. She is carrying a green water jug in her right hand and a yellow container on her left hip. The background shows a dry, open landscape under a blue sky with scattered clouds.

QUELS PROGRÈS POUR LA NUTRITION DANS LE MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL DE LA SANTÉ (GFF) ?



INTRODUCTION

Le 6 novembre 2018, à Oslo, le mécanisme de financement mondial de la santé (GFF) a organisé le premier réapprovisionnement de son fonds fiduciaire, avec l'objectif de doubler le nombre des pays bénéficiaires dudit mécanisme à l'horizon 2023. Au total, près d'un milliard de dollars US a été promis au fonds fiduciaire du GFF liés à 7,5 milliards de dollars US de la Banque Mondiale (via les guichets IDA et BIRD) afin d'améliorer les performances de santé et de nutrition des femmes, enfants et adolescents. Ces montants sont impressionnants et encourageants mais restent de loin insuffisants pour atteindre l'ODD2 et l'ODD3 d'ici à 2030.

Action Contre la Faim soutient le GFF car ce mécanisme a le potentiel de contribuer significativement à la lutte contre la sous-nutrition au cours et au-delà de la décennie d'action pour la nutrition (2016-2025). D'une part, le GFF contribue à mobiliser et à aligner les financements domestiques et internationaux dans le domaine de la santé et de la nutrition. D'autre part, le GFF promeut l'intégration de la nutrition dans une approche holistique en fournissant un service minimum de soins de santé (SRMNEA-N) pour les populations vulnérables.

Sur le plan de la mobilisation des ressources financières à la nutrition, le rapport annuel 2017-2018 du GFF a confirmé que 19% des investissements dans le cadre du GFF (630 millions de dollars US) ont été orientés vers la lutte contre la sous-nutrition au cours des trois dernières années. Cependant, le degré d'intégration de la nutrition varie selon les pays bénéficiaires.

Les premiers retours d'expérience dans les pays pionniers du GFF (Congo, Cameroun, Kenya et Tanzanie) ont révélé des difficultés dans l'alignement des donateurs, de coordination au sein des plateformes nationales et l'inclusion tardive de la société civile dans l'élaboration du dossier d'investissement. Dès lors, les dossiers d'investissement ont une place importante dans le modèle de financement du GFF du fait de leur rôle dans l'identification par les acteurs nationaux des priorités et des thématiques qui feront l'objet d'un support par les bailleurs via ce processus.

Dans cet exercice, nous avons analysé en détail sous l'angle de la société civile nutrition, le développement du dossier d'investissement du Burkina Faso, un pays bénéficiaire du GFF. Nous avons également enrichi notre analyse des leçons apprises dans le suivi des autres pays francophones partenaires du GFF (Côte d'Ivoire, Madagascar) et suite à notre participation à différents événements GFF aux niveaux régional et international.

Au-delà du cadre d'investissement promu par le GFF, de nombreuses questions cruciales émergent quant à l'impact à long terme de ce mécanisme de financement innovant. En effet, le GFF doit contribuer à court terme à la facilitation de l'accès aux produits et services de santé pour les populations vulnérables via le renforcement des systèmes de santé. Cependant, il est important de s'assurer que les pays bénéficiaires du GFF seront capables par la suite d'assurer le développement de leur capital humain via leurs ressources domestiques.

A propos du mécanisme de financement de la santé (GFF)

Le GFF vise à réduire les décès évitables des femmes, nouveaux nés, enfants et adolescents et améliorer leur qualité de vie. Les critères d'éligibilité des pays GFF sont basés sur : 1) le fardeau de la santé et la nutrition, 2) le déficit de financement du secteur de la santé et 3) la volonté du pays de mobiliser des ressources domestiques dans la santé et la nutrition. Une fois qu'un pays est partenaire du GFF, il y a généralement quatre étapes dans le processus :

- 1** La sélection et la mise en œuvre de la plateforme nationale GFF : le point focal national GFF est très souvent basé au Ministère de la Santé
- 2** L'élaboration d'un dossier d'investissement et d'une stratégie de financement de la santé aligné au plan existant de développement du pays (incluant la stratégie de santé et dans certains cas le plan national de lutte contre la sous-nutrition)
- 3** La signature d'un document d'évaluation projet (PAD) qui est un document détaillant l'accord entre la Banque Mondiale (IDA/BIRD) et le pays GFF (Ministère des Finances), le Fonds Fiduciaire du GFF, et les autres donateurs concernés)
- 4** L'implémentation et le suivi des projets : le partenariat GFF se base généralement sur l'approche des Financement Basés sur les Résultats (FBR) pour améliorer la gouvernance et la gestion nationale des systèmes de santé.

Les étapes 1, 2 et 4 doivent inclure tous les acteurs au niveau national (Gouvernement, Société civile et autres partenaires techniques et financiers). Cependant, l'étape 3 inclut un nombre limité d'acteurs.

[1] <https://www.globalfinancingfacility.org/gff-replenishment>

[2] <http://www.worldbank.org/en/topic/nutrition/publication/investing-in-nutrition-the-foundation-for-development>

[3] Trends in future health financing and coverage: future health spending and universal health coverage in 188 countries, 2016–40 : Global Burden of Disease Health Financing Collaborator Network. Lancet. 2018 May 5; 391(10132): 1783–1798. doi: 10.1016/S0140-6736(18)30697-4

[4] <https://www.globalfinancingfacility.org/global-financing-facility-annual-report-2017-2018>

[5] https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2017/09/emerging-financing-mechanisms-for-nutrition_V2.pdf

I- FOCUS PAYS : LE GFF AU BURKINA FASO

I. Pourquoi la nutrition était une priorité du dossier d'investissement ?

21,2%

SOUS NUTRITION
CHRONIQUE

8,6%

EMACIATION

La malnutrition est un problème sanitaire majeur qui entrave le développement économique et social du Burkina Faso. Elle est la seconde cause de décès des enfants de moins de 5 ans et a contribué approximativement à 28.800 décès d'enfants au Burkina Faso en 2015 (UNICEF). Un enfant de moins de cinq ans sur 5 (21,2%) souffre d'un retard chronique alors que 8,6% des enfants sont émaciés et 16,2% souffrent en surpoids. Chaque année sont diagnostiqués plus de 500.000 ans souffrant de malnutrition sévère.

Les coûts annuels de la sous-nutrition chez les enfants sont estimés à 409 milliards de francs CFA soit 7,7% du PIB Burkinabè. Toute chose égale par ailleurs, le Gouvernement Burkinabè perdrait 63% de son revenu national à long terme comme le démontre l'indice de capital humain du Burkina Faso (2018).

Country	Population (million)	Population under 5 (million)	Stunting level	Wasting level	Human capital Index (Ranking)
Burkina Faso	19 034 397	3 220 646	21,20%	8,6% (up to 13,6% in some regions)	0.37

Source: Joint Malnutrition estimates 2018, World Health Organization, World Bank

2. Déroulement du processus GFF au Burkina Faso:

Le Burkina Faso a rejoint le processus GFF en septembre 2017 avec la volonté d'éradiquer les retards dans l'atteinte des cibles nationales de nutrition et réduire les disparités régionales par l'amélioration de l'accès à des soins de santé de meilleure qualité.

Le dossier d'investissement a été officiellement présenté au Président de la République et tous les acteurs à la fin du mois d'Octobre 2018. Les priorités du pays ont par la suite été partagés au Groupe d'Investisseurs du GFF et à la Banque Mondiale pendant la Conférence de réapprovisionnement du GFF à Oslo (5-6 novembre 2018).

Septembre 2017 :
le Burkina Faso
rejoint le GFF

Janvier-Juin 2018 :
Etablissement de la
plateforme nationale GFF
Burkinabè

Juin-Octobre 2018 :
Elaboration du dossier
d'investissement

5-6 Novembre 2018 :
Dossier
d'investissement
soumis à Oslo

[6] Enquête SMART 2017, Burkina Faso

[7] <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp275850.pdf>

[8] <http://www.worldbank.org/en/publication/human-capital>

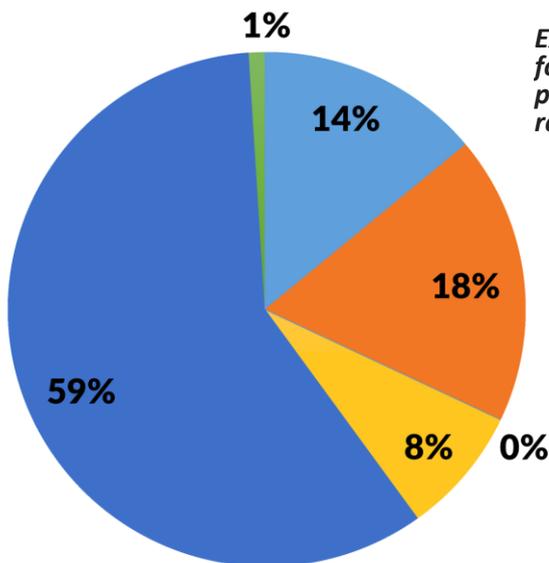
3. Aperçu global du dossier d'investissement

Aligné au plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020), le dossier d'investissement du Burkina Faso pour la santé et la nutrition et le 'CRVS' [9] vise à « éradiquer les retards dans l'atteinte des cibles nationales sanitaires et nutritionnelles et réduire les disparités régionales à travers un renforcement des systèmes de santé à l'horizon 2030 ».

Cinq priorités ont été identifiées dans le dossier d'investissement : 1) le renforcement des capacités des agents de santé, 2) le support technique et l'amélioration de la prestation des services de santé et de nutrition, 3) les urgences sanitaires, 4) l'amélioration de la sécurité alimentaire, 5) le support et le renforcement des capacités des institutions. Parmi les régions ciblées dans le dossier d'investissement, six présentent un fort taux de prévalence du retard chronique : Est, Nord, Sahel, Sud-ouest, Centre-est et les Cascades.

8%

Avant le réapprovisionnement du Fonds Fiduciaire du GFF à Oslo, le dossier d'investissement avait été budgété à 1,4 milliards de dollars US, pour une contribution à hauteur de 49% par le Gouvernement. 8% était alors indiqué comme alloués spécifiquement à la nutrition. Le gap de financement pour le dossier d'investissement était alors évalué à 360 millions de dollars car plusieurs partenaires financiers (notamment le secteur privé) n'avaient pas encore annoncé leur soutien au processus. Ce scénario de financement était très ambitieux, ce pourquoi le Gouvernement devait fournir plus d'information sur sa capacité à mobiliser des ressources nationales afin d'attendre les objectifs susmentionnés [10].



Expected budget allocations for every sectors and programs before the GFF replenishment in Oslo



Après le réapprovisionnement du GFF, quelques ajustements ont été réalisés sur les hypothèses de financement du dossier d'investissement au Burkina Faso. Selon les informations reçues de la part du Ministère de la santé, 14% du budget devrait être finalement alloué à la nutrition avec un budget globalement revu à la baisse. A l'écriture du document, nous ne disposons pas des récentes données sectorielles et désagrégées du cadre d'investissement amélioré.

[9] Santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ET Nutrition (RMNCAH-N) ; CRVS: enregistrement des faits d'état civil et statistiques vitales

[10] Concernant la budgétisation du dossier d'investissement, le choix d'un scénario moyen a été expliqué par l'attente de futurs engagements de partenaires du secteur privé notamment. Cette hypothèse était la plus réaliste mais il est peu probable dans ce cas de figure que tous les indicateurs mentionnés ne soient pas atteints

4. Que retient-on du processus d'élaboration du dossier d'investissement ?

Inclusion des partenaires

Au Burkina Faso, le développement du dossier d'investissement a intégré un grand nombre d'acteurs dans le domaine de la santé et de la nutrition tout comme des ministères techniques, des représentants de la société civile (incluant la nutrition), des partenaires techniques et financiers (OMS, UNICEF, Banque Mondiale, UNFPA), des organisations de paysans, des leaders d'associations féminines etc.

Les sociétés civiles nutrition ont progressivement gagné leur place tout au long du processus dans les secteurs prioritaires de la santé et de la nutrition. De manière spécifique, le réseau d'alliance de la société civile nutrition du Burkina Faso « RESONUT » a été impliqué dans la préparation du dossier d'investissement au sein de l'équipe fonctionnelle 7 en charge du suivi de programmes de santé. Le point focal Gouvernement de la plateforme nationale SUN a été également actif malgré quelques difficultés rencontrées au début du processus pour participer aux discussions autour du dossier d'investissement.

Il est également intéressant de remarquer que l'Union Européenne, responsable des donateurs du SUN, a facilité les consultations dans le cadre de l'élaboration du dossier d'investissement.

Transparence

En plus d'avoir été intégré tardivement dans le processus d'élaboration du dossier d'investissement, de nombreuses organisations de la société civile ont exprimé leur mécontentement au sujet de délai donné par le point focal Gouvernement afin d'amender le dossier d'investissement.

En effet, les premières versions étaient partagées tardivement ce qui a rendu difficile des contributions efficaces pour l'ensemble des OSC. **Certains documents étaient partagés pour des réponses et appels à contribution dans un délai très court (moins d'une journée). Dans de telles conditions, il a été difficile et pour le RESONUT et pour le point focal SUN Gouvernement d'amender correctement le dossier d'investissement.**

Au sein de la plateforme GFF, des difficultés ont été remarquées au niveau de la coordination tout au long du processus entre les différents secteurs (santé maternelle, planning familial, nutrition etc.). La fragmentation des OSC a engendré des échanges peu fréquents entre ces différents groupes thématiques. Par exemple, le RESONUT et une autre association/organisation de santé reproductive ont tenu ensemble deux ateliers visant à travailler ensemble leurs priorités respectives consignées dans un document soumis par la suite au point focal Gouvernement GFF. Sinon dans la plupart des cas, les informations étaient partagées à chaque secteur responsable de fournir des recommandations dans leur domaine d'expertise.

Enfin, le document d'évaluation projet (PAD) a été dévoilé avant que le Burkina Faso n'ait été soumis son dossier d'investissement (il était accessible sur le site de la Banque Mondiale et du GFF).

Dans la logique du GFF, l'officialisation du PAD suit la transmission officielle du dossier d'investissement par le Gouvernement du pays récipiendaire au Groupe d'Investisseurs.

Un tel processus remet donc en question le travail accompli par l'ensemble des acteurs dans le processus, en particulier celui de la société civile dont l'engagement a été reconnu par les instances gouvernantes du GFF (Secrétariat du GFF et groupe d'investisseurs) comme un facteur déterminant dans l'élaboration du dossier d'investissement.

[11] <https://www.resonut.org/>

[12] <http://documents.worldbank.org/curated/en/570511531107056406/pdf/BURKINA-FASO-PAD-1-06182018.pdf>

Recommandations pour la suite du processus GFF au Burkina Faso :

Dans l'ensemble l'élaboration du dossier d'investissement a été un processus inclusif et participatif au Burkina Faso. Cependant, comme cela a été remarqué dans certains pays pionniers du GFF (Cameroun, République Démocratique du Congo etc.), le processus a été très accéléré. Il aurait été souhaitable de donner plus de temps afin de consolider la plateforme nationale GFF en incluant de manière plus probante les OSC dans la construction du cadre d'investissement et l'identification des ressources financières. C'est pourquoi, les points suivants présentent des recommandations permettant de mieux suivre l'implémentation du dossier d'investissement :

1

Le Gouvernement devrait fournir plus de transparence dans l'agenda et la feuille de route de la mise en œuvre du dossier d'investissement. De manière spécifique, les documents à améliorer devraient être partagés dans un délai raisonnable à tous les acteurs de la plateforme nationale

2

La plateforme SUN nationale peut jouer un rôle important dans la recherche de financements, l'implémentation et le suivi des interventions nutritionnelles via le GFF. A court et moyen terme, les acteurs du plaidoyer pour la nutrition doivent s'assurer que la nutrition reste une priorité dans le document d'évaluation projet (PAD)

3

Les OSC nutrition et santé devraient recevoir des formations adéquates et des financements appropriés afin de mieux suivre les prochaines étapes du processus GFF. Une meilleure coordination entre les secteurs est également souhaitable et nécessaire pour assurer le suivi et l'évaluation de l'impact des projets GFF au Burkina Faso.

4

Pour atteindre les nombreux objectifs nationaux et réduire le gap de financement dans la nutrition et la santé, le Gouvernement du Burkina Faso devrait mobiliser plus de ressources domestiques (publiques ou privées) et veiller à leur alignement au dossier d'investissement du pays.

II. NOUVELLES DÉCOUVERTES ET LEÇONS APPRISSES DU PROCESSUS GFF

Le processus GFF, en cours dans 27 pays offre l'espoir de réduire le déficit de financement afin d'atteindre les objectifs de développement durable pour la santé et la nutrition. Cependant, les retours d'expérience des pays déjà engagés dans le processus soulèvent de nombreuses inquiétudes que nous discutons dans ce paragraphe.

1) Le rythme d'intégration de la nutrition est lent dans le processus GFF au niveau national

La conférence de réapprovisionnement du GFF (Oslo, Novembre 2018) a révélé que la nutrition avait du mal à émerger dans le processus GFF aux niveaux national et international. En effet, très peu de d'acteurs engagés dans la nutrition étaient invités à partager leurs expériences dans le processus GFF au niveau des pays.

Par exemple, aucun point focal gouvernement SUN n'a été invité à ces réunions. En amont au réapprovisionnement du fonds fiduciaire, se tenait un webinar sur le GFF organisé par le Secrétariat du Mouvement SUN en collaboration Action Contre la Faim et ACTION à l'intention des points focaux gouvernementaux SUN d'une vingtaine de pays francophones et anglophones engagés dans le GFF.

Les échanges ont révélé l'ignorance ou la mauvaise compréhension du processus GFF par certains points focaux notamment dans les pays francophones (Haïti, République Centrafricaine, Sénégal). Dans certains cas où les points focaux avaient un minimum de connaissances sur le GFF (Cameroun, République Démocratique du Congo, Burkina Faso, Côte d'Ivoire), ces derniers ont admis qu'ils avaient besoin d'une assistance technique pour mieux comprendre le processus GFF puisqu'ils n'ont pas pu participer à de nombreux ateliers régionaux et internationaux sur le GFF.

[13] <https://www.wemos.nl/wp-content/uploads/2018/11/Joint-Open-Letter-to-the-GFF-by-Wemos-and-CSOs-05112018.pdf>

[14] Les enregistrements des webinars sont accessibles via les liens suivants: Webinar 1 – English (16 October 2018): <https://bit.ly/2zc9vE7>; Webinar 2 – French (2 May 2018): <https://bit.ly/2Armoj5>

Au niveau national, le manque de reconnaissance et de considération des points focaux SUN sur le plan politique est également un facteur expliquant leurs difficultés à accéder aisément aux plateformes GFF nationales. Le point focal GFF au niveau des pays est souvent assigné au Ministère de la Santé. Si la nutrition n'est pas une priorité de ce ministère via le processus GFF, le point focal gouvernement SUN pourrait recevoir l'information tardivement. Dans certains cas comme celui de Madagascar (présenté ci-dessous), nous avons noté un rôle actif de la plateforme SUN en collaboration avec les partenaires engagés pour la santé.

PRINCIPALES DÉCOUVERTES DE L'EXPÉRIENCE GFF À MADAGASCAR [15]

POINTS POSITIFS :		POINTS FAIBLES :
La société civile nutrition est engagée dans le processus et fait partie du comité restreint de suivi du processus GFF	1	Depuis le début du processus, la société civile manque d'assistance pour une meilleure compréhension du processus. Les OSC ont des ressources financières très limitées pour pouvoir suivre le processus.
Le Ministère de la santé à travers son point focal est très actif, disponible et partage l'information à tous les partenaires. Le point focal SUN et le réseau de la société civile SUN jouent également un rôle actif dans le processus GFF	2	Certaines plateformes nationales de nutrition pourraient être mieux valorisées et intégrées dans le processus
Plusieurs réunions régulières ont lieu en incluant tous les secteurs (y compris la nutrition) pour fournir des recommandations et des suggestions sur le dossier d'investissement	3	La plateforme GFF de la société civile manque encore de plan d'action pour appuyer le Gouvernement dans le processus

2) Un besoin de transparence dans l'alignement des bailleurs autour des dossiers d'investissement et la formalisation du PAD

Le financement des dossiers d'investissement est un moyen de veiller à l'alignement des ressources privés et publics (bilatéral et multilatéral). Dans certains pays GFF, l'alignement des bailleurs est encore à démontrer. Les instances gouvernantes du GFF continuent à mettre en évidence le fait que le mécanisme GFF permette un alignement des donateurs dans certains pays. Toutefois, il n'est pas dit que certains investissements n'auraient pas été réalisés sans l'avènement du GFF. Dans le cadre du partage des engagements financiers via le GFF par les gouvernements, il serait intéressant de spécifier ou de désagréger les nouvelles sources de financements.

D'un point de vue global, le processus GFF semble claire autour de la construction de la stratégie de financement de la santé mais il y a encore très peu d'informations sur les critères retenus pour le financement du PAD. Le document d'évaluation projet (PAD) est le liant entre le Gouvernement (par son Ministère des Finances), le groupe d'investisseurs du GFF et la Banque Mondiale. Cependant, il est nécessaire d'avoir plus de transparence et d'inclusion des partenaires aux procédures décisionnelles après la remise du dossier d'investissement.

Le PAD définit clairement les priorités de financement via les guichets concessionnels IDA et (dans une moindre mesure) BIRD. A cet effet, il paraît cohérent que tous les acteurs majeurs du dossier d'investissement participent aux discussions qui en découlent. **Aussi, dans l'état actuel des choses, la plupart des PAD sont disponibles en anglais uniquement (ce qui rend difficile son appropriation par les OSC francophones par exemple) et ils ne détaillent pas les modalités de remboursement des pays bénéficiaires.**

[15] Madagascar a rejoint le GFF en Novembre 2017. Le processus GFF est en cours avec la finition du dossier d'investissement prévu en 2019.

3) Prêts VS dons et risques d'insoutenabilité de la dette de plusieurs pays Récipiendaires du GFF à long terme

A travers le processus GFF, 1 \$ de don de la part du Fonds Fiduciaire génère 7 \$ de prêts et de dons via les financements IDA et BIRD. Ce ratio est très important d'un point de vue global mais une analyse détaillée révèle qu'il n'est pas applicable à tous les pays vulnérables. Dans certains pays (Cameroun, Ethiopie, Mozambique), ce ratio est de 1 \$ pour 3 \$ alors que d'autres pays comme le Libéria dispose d'un ratio de 1\$ pour 1\$. **Aussi, il est urgent de reconsidérer les critères de concessionnalité BIRD en particulier pour les pays GFF à revenus intermédiaires.**

Au-delà du rôle catalytique du GFF, la question de la soutenabilité des finances publiques des pays émerge dans la plupart des pays partenaires de ce mécanisme innovant. Le Fonds Monétaire International a mis en exergue dans ses récents rapports le fait que la dette des certains pays pauvres très endettés (PPTE) avait considérablement augmenté depuis 2013 du fait de leur accès aux financements sur les marchés financiers à des taux d'intérêt faibles et toute la frénésie autour des émissions souveraines (Côte d'Ivoire, Sénégal, Mozambique etc.) pour financer leurs infrastructures économiques dans les secteurs énergétiques, des transports et de l'agroalimentaire.

Les pays exposés à un risque d'explosion de la dette au cours de la prochaine décennie sont les pays pauvres très endettés (PPTE), soit 16 pays GFF sur les 27 actuellement partenaires. Cette liste peut être étendue à la vingtaine des pays éligibles au GFF qui font partie du plan d'expansion du mécanisme à l'horizon 2023. **Etant donné la croissance du niveau d'endettement des pays à faible et moyen revenus via les marchés financiers, il existe donc des risques sur la capacité des gouvernements concernés à pouvoir assurer de manière pérenne le financement de leur système de santé sur le long terme.**

4) Un manque d'évidences pour supporter l'expansion de l'approche de financements basés sur les résultats (FBR) à travers l'ensemble des pays GFF

L'approche des financements basés sur les résultats (FBR) encourage des résultats positifs dans les secteurs sociaux. Cette approche est hautement plébiscitée par la plupart des financiers du développement depuis les gouvernements dans les pays en développement jusqu'aux bailleurs internationaux et des philanthropes.

Malgré le manque d'évidences empiriques, le FBR est en train de constituer un courant dominant dans la plupart des pays GFF. Pourtant au cours des dernières années, les exemples de son application dans certains pays comme la Tanzanie et au Rwanda ont révélé une efficacité mitigée, et qu'il y avait très peu d'évidences sur le critère d'équité dans l'accès aux soins de santé.

Pire, l'expansion de mécanismes de financements basés sur les résultats conçus médiocrement dans certains pays comme le Bénin, le Tchad et le Mali ont entraîné l'arrêt de leur implémentation par la suite. Dans plusieurs pays où ont été appliqués le FBR, des effets négatifs ont été remarqués à la fois sur la motivation des agents de santé et sur la prestation des services. **« Au total, des millions de dollars ont été dépensés avec très peu de résultats sur le renforcement des systèmes de santé. » . Avant d'étendre le modèle du FBR, il serait donc souhaitable d'imaginer des mécanismes alternatifs.**



©Samuel Hauenstein Swai pour l'Action contre la Faim



[16] <https://www.globalfinancingfacility.org/global-financing-facility-annual-report-2017-2018>

[17] <https://www.imf.org/en/News/Articles/2018/09/13/managing-debt-vulnerabilities-in-lics>

[18] Plus d'informations via les liens aux articles suivants: <https://jubileedebt.org.uk/press-release/developing-country-debt-payments-increase-by-60-in-three-years>; <https://www.dw.com/en/africas-new-sovereign-debt-crisis/a-38024607>

[19] http://curatiofoundation.org/wp-content/uploads/2016/09/1-RBF-Evidence-Summary_ENG-2016.pdf

[20] Paul E, Albert L, Bisala BN, et al Performance-based financing in low-income and middle-income countries: isn't it time for a rethink? *BMJ Global Health* 2018;3:e000664.

III. INVESTIR POUR UN IMPACT SOUTENABLE VIA LE GFF : LES ÉTAPES SUIVANTES POUR ALLER DE L'AVANT

Sur la base de nos découvertes suite à l'analyse du processus GFF au Burkina Faso et nos retours d'expérience du GFF dans certains pays récipiendaires, Action Contre la Faim a formulé les recommandations suivantes pour accélérer l'intégration de la nutrition au niveau global et national :

1

Le GFF ne devrait pas créer de structures parallèles mais doit se construire sur les plateformes existantes dans la nutrition. Une collaboration étroite entre le Secrétariat du GFF et le Secrétariat du Mouvement SUN permettrait d'intégrer efficacement la nutrition dans les dossiers d'investissement ainsi que le suivi-évaluation des projets nutritionnels via le processus GFF

2

Les plateformes nationales SUN devraient mieux valoriser leurs expertises techniques au sein des plateformes nationales GFF notamment dans le suivi-évaluation des budgets alloués à la nutrition et de leurs impacts. Elles doivent souligner l'importance des activités sensibles à la nutrition pour promouvoir d'autres interventions de santé ayant un impact positif sur les indicateurs nutritionnels et les effets bénéfiques du renforcement des systèmes de santé dans l'accélération des prestations de services dans la nutrition à long terme.

3

Lorsque cela n'est pas le cas, les points focaux gouvernements SUN devraient communiquer régulièrement avec leurs ministres de tutelle sur l'importance et la nécessité de les intégrer au sein des plateformes nationales GFF afin d'accroître le rôle de la nutrition dans le dossier d'investissement.

4

Dans un souci de transparence, il est souhaitable que les gouvernements des pays récipiendaires du GFF fournissent des données désagrégées et les programmes financés par les bailleurs multilatéraux et bilatéraux. Reporter les engagements au 'Global Nutrition Report' (GNR) permettrait de faciliter le suivi des investissements nutritionnels via le GFF.

5

Le dossier d'investissement doit constituer le cadre de référence et guider la suite du processus GFF. Au-delà du PAD, le dossier d'investissement doit faire l'objet d'un suivi rigoureux pour assurer que toutes les priorités dans la nutrition et la santé définies depuis le début du processus par les acteurs nationaux sont bien respectées et/ou atteintes.

6

Le mécanisme GFF devrait s'assurer de que plus de dons sont accordés au pays pauvres présentant un endettement à risque avec le prochain réapprovisionnement du fonds IDA (IDA19). Par ailleurs, des négociations doivent se poursuivre avec le guichet BIRD pour des taux d'intérêts plus concessionnels. La mobilisation des ressources domestiques, l'amélioration des taux d'exécution budgétaire (de réduire le gap entre le budget prévisionnel et les dépenses effectives dans la santé pour tous les pays GFF) doivent également constituer une priorité du mécanisme.

7

Avant d'étendre l'approche FBR dans les pays GFF, il serait préférable de réaliser des évaluations détaillées de la capacité des pays à absorber un tel mécanisme. Les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle important dans le suivi-évaluation du processus GFF comme cela est rappelé dans le Communiqué de la société civile engagée dans le processus GFF publié à Oslo en novembre 2018.

[21] https://sexogpolitikk.no/wp-content/uploads/2018/11/Global_civil_society_1018_eng_trykk.pdf

CONCLUSION

Globalement, le GFF est un mécanisme orienté vers le financement de la santé mais il demeure une opportunité intéressante à suivre pour le financement de la nutrition dans près d'une cinquantaine de pays vulnérables.

Cependant, le secteur de la nutrition connaît des difficultés à émerger au sein des plateformes nationales GFF dominées par les secteurs de la santé maternelle, de la santé reproductive et du planning familial. Le manque d'inclusion et de reconnaissance des acteurs nationaux engagés dans la nutrition est une raison à la faible intégration de la nutrition. L'expérience du Burkina Faso et de Madagascar dans lesquels les plateformes multi-acteurs SUN étaient globalement bien impliquées permet d'envisager une meilleure intégration de la nutrition dans leurs stratégies de financement de la santé. Les plateformes nationales SUN devraient être associées de manière systématique à tous les stages de l'élaboration du dossier d'investissement afin d'assurer que la nutrition reste haute dans l'agenda politique des pays vulnérables à court, moyen et long termes.

L'expansion du GFF à plusieurs pays vulnérables d'ici à 2023 est une étape importante mais soulève également de nombreuses questions sans réponses à ce jour sur l'impact à long terme du processus GFF et les résultats attendus dans le domaine de la nutrition et de la santé. Si le GFF et la communauté internationale reconnaissent la nécessité de renforcer les systèmes de santé des pays moins avancés, il est également vital de s'assurer que le modèle économique et financier associé permettent aux pays récipiendaires d'atteindre cet objectif. Les engagements des pays GFF à accroître leurs ressources domestiques de manière pérenne pourraient aider à accélérer le renforcement de ressources humaines et physiques d'autant plus qu'à long terme, ils seront redevables d'assurer la pérennité de leur système de santé et le développement de leur capital humain.





© The Frank pour Action contre la Faim

CONTACT

Jean Sébastien KOUASSI
jkouassi@actioncontrelafaim.org

